

Plan Bleu pour l'environnement et le développement en Méditerranée



Plan Bleu, Mediterranean Observatory of Sustainable Development

Jean-Pierre Giraud

**Workshop on MSSD 2016-2015 Monitoring
Plan Bleu**

March 30-31 2016



Plan Bleu objective

Plan Bleu is one of the Mediterranean Action Plan regional activity centers, located in Sophia-Antipolis and Marseille



The objective of the Plan Bleu is to contribute to raising awareness of Mediterranean stakeholders and decision makers concerning environment and sustainable development issues in the region, by providing future scenarios to assist in decision-making.

Mandate

In this respect and through its dual functions as **an observatory of the environment and sustainable development, and a centre for systemic and prospective analysis,** the Plan Bleu's mission is to provide the Contracting Parties with assessments of the state of the environment and development of the Mediterranean and a solid basis of environmental and sustainable development data, statistics, and indicators to support their action and decision making process.

Decision IG.19/5 of the 16th Meeting of the Contracting Parties to the Convention for the Protection of the Marine Environment and the Coastal Region of the Mediterranean (Marrakesh, 2009).

Observatory activities

The Observatory activities were mainly focused on the data needed for various regional reports and publications such as

“State of the environment and development in the Mediterranean – 2009”

“A sustainable future for the Mediterranean: the Blue Plan's environment and development outlook - 2005”

The follow-up of the implementation of the MSSD 2005 in relation with the Millennium Development Goals (MDGs).

Priority indicators of the MSSD 2005 updated each 2 years






MEDITERRANEAN STRATEGY FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT

Eau

Suivi de la Stratégie Méditerranéenne de Développement Durable

Les pressions sur les ressources en eau naturelles renouvelables diminuent-elles ?

La préservation des ressources en eau est globalement l'un des objectifs prioritaires en Méditerranée.

Les pressions sur les ressources en eau restent globalement importantes, surtout dans les pays du Sud et de l'Est, mais selon des situations très différentes.

Les pays méditerranéens peuvent se classer selon l'indice d'exploitation en trois groupes :

- Un premier groupe de pays, dont les prélèvements en eau avoisinent, voire même excèdent le volume annuel moyen de ressources naturelles renouvelables (indice supérieur à 75%). Ces cinq pays (Égypte, Malte, Syrie, Libye et Israël) sont déjà en situation de très forte tension sur leurs ressources naturelles et couvrent une part croissante de leurs demandes à partir d'autres sources « non-conventionnelles ».
- Un deuxième groupe de pays avec un indice d'exploitation compris entre 25 et 50%, qui peuvent connaître toutefois des tensions locales ou conjoncturelles. C'est le cas pour six pays (Maroc, Tunisie, Algérie, Liban, Territoires palestiniens et Chypre).
- Un troisième groupe de pays avec un indice inférieur à 25% qui comprend l'Italie, l'Espagne, la Turquie, la France, et les pays des Balkans.

Les indices d'exploitation qui approchent 100 peuvent avoir plusieurs significations : des surexploitations d'eau souterraine (Malte, Libye) ou une remobilisation des retours d'eau de drainage permettant aux prélèvements bruts d'excéder les ressources renouvelables primaires (Égypte).

La situation des pays au regard des ressources disponibles par habitant est légèrement différente :

- Les pays en situation de pénurie avec une ressource annuelle inférieure à 500 m³/par habitant : Malte (82 m³/hab), Libye, Territoires palestiniens, Israël, Algérie et Tunisie (403 m³/hab)
- Les pays pauvres en eau avec une ressource annuelle entre à 500 et 1000 m³ par habitant : Maroc (694 m³/hab), Égypte, Chypre et Syrie (980 m³/hab)
- Les autres pays sont riches en eau avec une ressource annuelle supérieure à 1000 m³/par habitant :

Ces valeurs calculées à l'échelle nationale peuvent cacher d'importantes disparités à l'échelle du bassin versant ou localisé.

Définition
Cet indicateur mesure la pression relative des prélèvements annuels sur les ressources d'eau douce naturelles renouvelables conventionnelles. Les prélèvements incluent les pertes lors du transport.

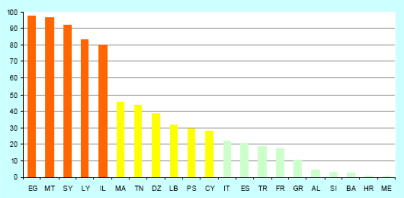
Les ressources de chaque pays sont définies par les écoulements superficiels et souterrains fournis ou entrant dans le territoire.

Précautions / Notes
Les ressources en eau disponibles annuellement sont calculées sur des moyennes à long-terme (30 ans).

Sources / Références
FAO-Aquastat, Eurostat, World Resources Institut, Plan Bleu et diverses sources nationales dont les rapports présentés lors de l'atelier régional (Saugosse 2007).

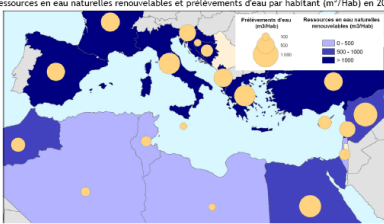
3. Indice d'exploitation des ressources naturelles renouvelables

Indice d'exploitation des ressources naturelles renouvelables (période 2000- 2005) en %



Source : dieres et Plan Bleu

Ressources en eau naturelles renouvelables et prélèvements d'eau par habitant (m³/Hab) en 2004



Source : dieres et Plan Bleu

Indicateur WAT_003
Mis à jour le 02/05/2007

A picture of the Sustainable development in the Mediterranean region (IDH, Ecological Footprint)

Suivi de la Stratégie Méditerranéenne de Développement Durable

Global

Progrès des pays méditerranéens sur la voie du développement durable

La mesure des progrès des pays méditerranéens sur la voie du développement durable est un véritable défi qui requiert de considérer les 3 piliers du développement durable : Social, Economique et Environnemental.

Elle s'appuie sur la mise en œuvre des objectifs de la Stratégie Méditerranéenne de Développement Durable (SMD D) et est basée sur les 34 indicateurs prioritaires.

En l'absence d'un indicateur composite, il est possible de suivre les trajectoires des pays méditerranéens selon les axes socio-économique et environnemental représentés par l'indice de développement humain (PNUD) et l'empreinte écologique (WWF).

Dans cet espace, il est fait l'hypothèse que la situation d'un pays est compatible avec le développement durable si son IDH est supérieur à 0,8 et que son empreinte écologique est inférieure à 1,8 hectares par habitant.

En 2003, aucun pays méditerranéen ne se situe dans la zone dite "de développement durable"*

Sur le graphique ci contre (pour les années 1996 et 2003) tous les pays méditerranéens (excepté la Croatie) se dirigent cependant vers la zone de développement durable.

* Cette constatation vaut également pour tous les pays de la planète

Deux groupes de pays se distinguent et correspondent à la classification des pays selon le revenu utilisée par la Banque Mondiale :

- Les pays à revenu intermédiaire (RNB par habitant compris entre 826 et 10 065 USD en 2004) avec un IDH et une empreinte écologique faibles qui présentent des progrès important en terme d'IDH.
- Les pays à revenu élevé (RNB par habitant supérieur ou égal à 10 066 USD en 2004) avec un IDH et une empreinte écologique élevés où les réductions de l'empreinte écologique sont plus perceptibles que les progrès en termes IDH.

Ces deux groupes de pays comprennent respectivement

- Les Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM) et les pays des Balkans.
- Les pays méditerranéens membres de l'UE et Israël.

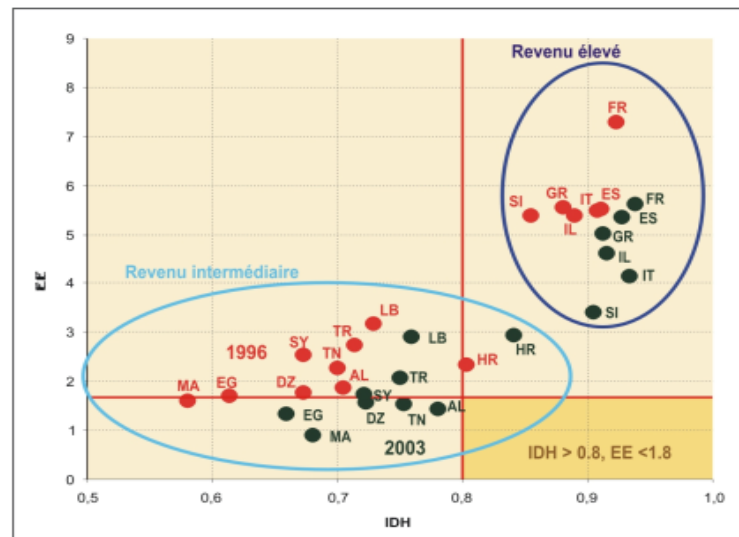
Le défi des pays du premier groupe est de poursuivre leur développement économique en accroissant leurs IDH tout en prenant les mesures nécessaires pour ne pas amplifier ou diminuer leurs empreintes écologiques.

Celui des pays du second groupe est essentiellement de diminuer leurs empreintes écologiques tout en maintenant leurs IDH à un niveau élevé.

Sources / Références

PNUD, WWF, Zoological Society of London, Global Footprint Network et Banque Mondiale.

Indice de Développement Humain et Empreinte écologique par habitant des pays méditerranéens (1996 - 2003) selon leur niveau de revenu



Source : PNUD, WWF, Global Footprint Network, Banque Mondiale

L'empreinte écologique n'est pas disponible pour les pays dont la population est inférieure à 1 million d'habitants (Chypre, Malte et Monaco).

On going an future activities

- **Monitoring of the MSSD 2016-2025 implementation: Selection, population and dissemination of a core set of indicators**
 - Strong link with MSSD I.0 Indicator and SDG's.
- **« Blue Economy » Project (funded by Mava) to end 2016**
 - Indicators on specifics BE sectors (Tourism, Fisheries, ...)
 - Contributing to he MSSD 2016-2025 monitoring

On going and future activities

- **Monitoring of the implementation of the Mediterranean Strategy for Sustainable Development 2016-2025 in relation with the adaptation of the Sustainable Development Goals (SDG) to the Mediterranean region.**
- **State of environment and development (SoED 2019)**
- **Future study (MED2050 in 2021)**
- **And continuous cooperation with GFN on Ecological Footprint ...**

Data collection to Data sharing

Change of Paradigm - promotion of data sharing :

- **Within the countries, between institutions (national and local)**
- **Within the Mediterranean region**

Link with SEIS project phase I (completed) and phase II (to be official launched)

SEIS principles and INSPIRE Directive



**Plan
Bleu**

**THANK YOU FOR YOUR
ATTENTION**